

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE
Installation classée pour la Protection de l'Environnement
société REBORN NORMANDIE (ex CEISA PACKAGING)
à
SAINT-CYR-EN-VAL
Installations d'impression sur films plastiques par flexographie

La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2010/75/UE du Parlement européen relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite directive IED ;

VU la publication au journal officiel de l'union européenne du 9 décembre 2020 de la décision n°2020/2009/UE de la commission du 22 juin 2020 établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 autorisant la société CEISA PACKAGING à exploiter des activités d'impression sur films plastiques par flexographie sur le territoire de la commune de SAINT-CYR-EN-VAL, concernant notamment la rubrique 3670 – Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques – de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les dispositions de l'article 2.1.1 « Exploitation des installations – Objectifs généraux » de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 susvisé qui prévoit que « *L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; [...] prévenir en toutes circonstances, l'émission, [...], de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, [...], pour la protection de la nature, de l'environnement [...]* » ;

VU les dispositions de l'article 3.2.1 « Conditions de rejet - Dispositions générales » de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 susvisé ;

VU les dispositions de l'article 3.2.3 « Conditions générales de rejet » de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 susvisé ;

VU les dispositions de l'article 3.2.4 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 susvisé ;

VU les dispositions de l'article 9.2.1.2 « Auto surveillance des rejets canalisés » de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU le Plan de Protection de l'Atmosphère d'Orléans Métropole approuvé par arrêté préfectoral du 13 décembre 2023 ;

VU les déclarations annuelles sur l'application GERE des émissions et des transferts de polluants et des déchets de la société REBORN NORMANDIE au titre des années 2022 et 2023 ;

VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées de la D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire du 15 avril 2025, communiquant à la société REBORN NORMANDIE son rapport relatif à l'inspection réalisée sur son site du 5 novembre 2024, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier du 15 avril 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

VU la notification du projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU les observations formulées par l'exploitant sur le projet susvisé par courriel du 16 mai 2025 ;

CONSIDERANT que les installations d'impression sur films plastiques par flexographie, exploitées par la société REBORN NORMANDIE, relèvent de l'application de la directive dite « IED » et des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du 22 juin 2020 ;

CONSIDERANT à ce titre que les émissions en COV (Composés Organiques Volatils) de la société REBORN NORMANDIE constituent l'un des enjeux principaux du site ;

CONSIDERANT par ailleurs que la société REBORN NORMANDIE est implantée sur la commune de SAINT-CYR-EN-VAL intégrée dans le périmètre du Plan de Protection de l'Atmosphère d'Orléans Métropole ;

CONSIDERANT que le Plan de Protection de l'Atmosphère d'Orléans Métropole susvisé définit les COV comme polluant prioritaire avec un objectif de réduction à horizon 2030, y compris par les activités économiques ;

CONSIDERANT dès lors l'enjeu fort présenté par les émissions de COV dans les communes de la Métropole d'Orléans ;

CONSIDERANT que la consommation de solvants sur le site s'élevait à 1476 tonnes en 2023 et 191,9 tonnes en 2022, d'après les plans de gestion des solvants annexés aux déclarations GERE de l'exploitant au titre des années 2023 et 2022 ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 5 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- La vitesse d'éjection en sortie de l'oxydateur thermique ne respecte pas la valeur minimale de 8 m/s et la hauteur de la cheminée en sortie de l'oxydateur thermique ne respecte pas la valeur minimale de 12 m ;
- Les concentrations sur les paramètres CO et COVnM en sortie de l'oxydateur thermique sont supérieures aux valeurs limites d'émission ;
- L'exploitant n'a pas transmis le rapport présentant les résultats des contrôles d'autosurveillance dès réception accompagné des commentaires sur les dépassements constatés et leurs causes, sur les actions correctrices prises ou envisagées et sur les conditions de fonctionnement de l'installation ;
- L'exploitant n'a pas réalisé la mesure annuelle des polluants émis au point de rejet en sortie de l'oxydateur thermique ;
- La vérification annuelle du rendement de l'installation de traitement thermique des COV n'a pas été réalisée ;
- L'exploitant rejette à l'atmosphère des émissions captées de COV (local distilleuse et station à encres) non prévues par l'arrêté. Ces émissions ne font pas l'objet des contrôles des valeurs limites d'émissions définies par l'article 3.2.4 ;

- L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter les émissions diffuses de polluants dans l'environnement ;

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.1.1, 3.2.1, 3.2.3, 3.2.4 et 9.2.1.2 de l'arrêté du 22 octobre 2019 susvisé ;

CONSIDERANT la récurrence des constats sus-mentionnés ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société REBORN NORMANDIE de respecter les prescriptions dispositions des articles R.515-71 et L.515-30 du code de l'environnement susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT néanmoins les éléments de réponse apportés par l'exploitant et notamment les délais nécessaires à la réalisation d'une étude technique pour mesurer l'impact d'un reparamétrage de l'installation de traitement thermique des COV ;

CONSIDERANT que les actions engagées par l'exploitant en vue d'un retour à la conformité ne permettent pas à ce stade de lever les écarts constatés ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 : Mise en demeure

La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé au 246 rue du Général Maurice Bourgeois à BERNAY (27304), exploitant une installation d'impression sur films plastiques par flexographie, au 873 rue de Gautray sur la commune de SAINT-CYR-EN-VAL (45590) est mise en demeure de :

- a) respecter les dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté du 22 octobre 2019 susvisé dans un délai maximum de douze mois, en justifiant de la mise en œuvre de mesures organisationnelles et techniques visant à réduire les émissions diffuses de COV des installations ;
- b) respecter les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté du 22 octobre 2019 susvisé dans un délai maximum de douze mois, s'agissant du traitement des émissions canalisées de COV du local distilleuse et de la station à encres ;
- c) respecter les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté du 22 octobre 2019 susvisé dans un délai maximum de douze mois, s'agissant de la hauteur de cheminée et de la vitesse minimale d'éjection ;
- d) respecter les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté du 22 octobre 2019 susvisé dans un délai maximum de deux mois ;
- e) respecter les dispositions de l'article 9.2.1.2 de l'arrêté du 22 octobre 2019 susvisé dans un délai maximum de deux mois, s'agissant de la réalisation du contrôle annuel des émissions canalisées et du rendement de l'installation de traitement thermique des COV, et de la transmission des résultats consécutifs au contrôle.

Les délais indiqués ci-dessus débutent à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents justificatifs du respect des dispositions applicables.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Information des tiers

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le 24 JUL. 2025

Pour la préfète et par délégation,
le Secrétaire général,
Pour le secrétaire général absent
le secrétaire général adjoint,

Adrien MEO

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécoeurs accessible par le site internet www.telerecoeurs.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.